

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

**IDCC : 1404. – ENTREPRISES DE COMMERCE,
DE LOCATION ET DE RÉPARATION DE TRACTEURS,
MACHINES ET MATÉRIELS AGRICOLES,
DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS,
DE BÂTIMENT ET DE MANUTENTION,
DE MATÉRIELS DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE,
DE JARDINS ET D'ESPACES VERTS**

ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2011

RELATIF AU FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1250224M

IDCC : 1404

PRÉAMBULE

Vu la sixième partie du code du travail, le titre III de son livre III relatif à la formation professionnelle continue ;

Vu la convention collective des entreprises de commerce, de location et de réparation, de tracteurs, machines et matériels agricoles, de matériels de travaux publics, de bâtiment et de manutention, de matériels de motoculture de plaisance, de jardins et d'espaces verts du 30 octobre 1969, ses articles et avenants et accords relatifs à la formation professionnelle ;

Vu l'accord du 29 juin 2004 relatif à la collecte et à la gestion des fonds de la formation professionnelle, complété par l'avenant n° 1 du 11 mai 2005 et l'avenant n° 2 du 2 octobre 2007 ;

Vu l'avenant n° 1 du 11 mai 2005 relatif à la collecte et à la gestion des fonds de la formation professionnelle ;

Vu l'avenant n° 2 du 2 octobre 2007 relatif à la collecte et à la gestion des fonds de la formation professionnelle ;

Vu l'accord du 21 juin 2011 visant à désigner un organisme collecteur paritaire habilité à recevoir les contributions au titre de la formation continue ;

Vu l'accord du 14 décembre 2011 relatif à la formation professionnelle continue, considérant l'utilité d'avoir un seul texte consolidé et mis à jour, les parties signataires conviennent de remettre dans un seul accord les dispositions conventionnelles se rapportant à la collecte et au financement de la formation professionnelle continue contenues dans l'accord du 29 juin 2004 relatif à la collecte et à la gestion des fonds de la formation professionnelle, complété par l'avenant n° 1 du 11 mai 2005 et l'avenant n° 2 du 2 octobre 2007.

Article 1^{er}

Participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue au titre des contributions d'origine légales

Pour mettre en œuvre la politique de formation professionnelle définie dans l'accord de branche du 14 décembre 2011, les entreprises contribuent au financement de la formation professionnelle en respectant les obligations légales et conventionnelles suivantes.

1.1. Montant des contributions

1.1.1. Entreprises de moins de 10 salariés

En tout état de cause, le montant cumulé des contributions visées aux 1.1.1.1 et 1.1.1.2 ne peut être inférieure à un seuil minimum. Ce seuil est égal au produit du salaire minimum du premier coefficient de la grille en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année multiplié par 12, puis par le taux global de participation en vigueur au 1^{er} janvier, soit 0,80 % à ce jour.

1.1.1.1. Au titre de la professionnalisation

Ces entreprises versent à l'organisme paritaire collecteur agréé, désigné par la branche pour recevoir les contributions dues au titre du financement de la formation professionnelle avant le 1^{er} mars de chaque année, la contribution visée à l'article R. 6331-2-1 du code du travail relative à la professionnalisation, soit 0,15 % des rémunérations versées au cours de l'année précédente.

1.1.1.2. Au titre du plan de formation

Ces entreprises versent à l'organisme paritaire collecteur agréé, désigné par la branche pour recevoir les contributions dues au titre du financement de la formation professionnelle avant le 1^{er} mars de chaque année, la contribution visée à l'article R. 6331-2-2 du code du travail relative au plan de formation, soit 0,40 % des rémunérations versées au cours de l'année précédente.

1.1.2. Entreprises de 10 salariés et plus

1.1.2.1. Au titre de la professionnalisation

Ces entreprises versent à l'organisme paritaire collecteur agréé, désigné par la branche pour recevoir les contributions dues au titre du financement de la formation professionnelle avant le 1^{er} mars de chaque année, la contribution visée à l'article R. 6331-9-2 du code du travail relative à la professionnalisation, soit 0,50 % des rémunérations versées au cours de l'année précédente.

1.1.2.2. Au titre du plan de formation

Ces entreprises versent à l'organisme paritaire collecteur agréé, désigné par la branche pour recevoir les contributions dues au titre du financement de la formation professionnelle avant le 1^{er} mars de chaque année, la contribution visée à l'article R. 6331-9-3 du code du travail relative au plan de formation, soit au minimum 90 % de 0,90 % des rémunérations versées au cours de l'année précédente.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'application des dispositions légales relatives aux entreprises employant de 10 à moins de 20 salariés et celles concernant la prise en compte d'un accroissement d'effectif.

1.2. Gestion des contributions

L'organisme paritaire collecteur agréé, désigné par la branche pour recevoir les contributions dues au titre du financement de la formation professionnelle crée une section paritaire professionnelle dénommée « SPP de la branche CLR MATPMPJ », chargée de gérer les fonds collectés au sein de la branche dans le respect des dispositions réglementaires relatives à la mutualisation des fonds.

La SPP définit les règles de prises en charge permettant de répondre à la politique de formation professionnelle de la branche dans le cadre des orientations et préconisations données par la CPNE de la branche.

Article 2

Contribution conventionnelle complémentaire au financement de la formation professionnelle

Considérant :

- les besoins en matière de formation professionnelle définis dans l'accord de branche du 14 décembre 2011 ;
- les difficultés d'accès à la formation professionnelle des salariés des petites entreprises visées par le champ d'application du présent accord ;
- le besoin en formation des chefs d'entreprise du fait des évolutions technologiques, économiques et réglementaires de plus en plus rapides et complexes,

les partenaires sociaux de la branche ont mis en place dès le 1^{er} janvier 2005 une contribution conventionnelle complémentaire à la formation professionnelle dont le taux, la gestion et l'affectation obéissent aux règles suivantes.

2.1. Montant et collecte de la contribution conventionnelle complémentaire

2.1.1. Entreprises de moins de 10 salariés

Le montant de la contribution conventionnelle complémentaire de ces entreprises est égal à 0,25 % des rémunérations versées au cours de l'année précédente.

2.1.2. Entreprises de 10 salariés et plus

Le montant de la contribution conventionnelle complémentaire de ces entreprises est égal à 0,20 % des rémunérations versées au cours de l'année précédente.

2.2. Collecte de la contribution

L'organisme paritaire collecteur agréé, désigné par la branche pour recevoir les contributions dues au titre du financement de la formation professionnelle des entreprises relevant du champ d'application du présent accord recouvre, pour le compte de la branche, la contribution visée à l'article 2 à la même date que celle prévue pour le recouvrement des contributions d'origine légale visées à l'article 1^{er}.

2.3. Actions de formation prises en charge

La contribution conventionnelle finance, dans la limite des fonds disponibles, et selon les orientations données par la CPNE de la branche :

- les actions de formation relevant du plan de formation des entreprises répondant aux objectifs et priorités figurant à l'article 1^{er} de l'accord du 14 décembre 2011 ;
- les actions de formation destinées aux chefs d'entreprises mandataires sociaux salariés ;
- les actions de formation spécifiques définies par la CPNE de la branche ;
- les actions de formation liées au tutorat, et celles relatives à la validation des acquis de l'expérience qui n'auraient pas pu être prises en charge par la contribution relative à la professionnalisation.

2.3.1. Modalités de prises en charge et de gestion des actions de formation

2.3.1.1. Entreprises de moins de 10 salariés

L'organisme paritaire collecteur agréé désigné par la branche rembourse tout ou partie des frais pédagogiques des actions de formation définies ci-dessus.

Au 15 novembre de chaque année, la SPP informe la CPNE de la branche des fonds disponibles. A partir des orientations données par la CPNE, la SPP établit les règles permettant :

- de financer tout ou partie des frais annexes des formations qui ont été réalisées sur la période ;
- et/ou, le cas échéant, la prise en charge d’actions de formations en instance de remboursement.

La CPNE de la branche en lien avec la SPP peut convenir qu’une partie des fonds relatifs à la contribution conventionnelle complémentaire non utilisés sur un exercice soit reportée sur l’exercice suivant.

2.3.1.2. Entreprises de 10 salariés et plus

L’organisme paritaire collecteur agréé désigné par la branche rembourse tout ou partie des frais annexes et pédagogiques des actions de formation définies ci-dessus.

Au 15 novembre de chaque année, la SPP informe la CPNE de la branche des fonds disponibles. A partir des orientations données par la CPNE, la SPP établit les règles permettant le cas échéant la prise en charge d’actions de formations en instance de remboursement.

La CPNE en lien avec la SPP peut convenir qu’une partie des fonds relatifs à la contribution conventionnelle complémentaire non utilisés sur un exercice soit reportée sur l’exercice suivant.

2.4. Gestion de la contribution conventionnelle complémentaire

L’organisme paritaire collecteur agréé, désigné par la branche pour recevoir les contributions dues au titre du financement de la formation professionnelle, met en place à compter du 1^{er} janvier 2012 une gestion spécifique et distincte de celle applicable aux contributions d’origine légale, en distinguant la collecte se rapportant à la contribution conventionnelle complémentaire intéressant les entreprises de 10 salariés et plus de celle des entreprises de moins de 10 salariés.

La SPP de la branche est chargée de gérer les fonds provenant de cette collecte à partir des orientations et préconisations données par la CPNE de la branche.

Article 3

Champ d’application

Le champ d’application du présent avenant est celui prévu par l’article 2 de l’accord du 21 juin 2011.

Article 4

Conditions d’application de l’accord

Les partenaires sociaux de la branche conviennent que les présentes clauses entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 5

Clauses transitoires et finales

Le présent accord a un caractère impératif.

Il est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs. Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent accord a été fait en un nombre suffisant d’exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives.

Le présent accord est déposé au ministère du travail ainsi qu’au secrétariat-greffe du conseil des prud’hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l’extension la plus rapide possible du présent accord au ministre en charge du travail.

Fait à Paris, le 14 décembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SEDIMA ;

DLR ;

SMJ ;

FNAR.

Syndicats de salariés :

CSNVA ;

FM CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FM CGT-FO ;

FTM CGT.